

## Le nouveau modèle économique turc, fondé sur des taux d'intérêt bas et la dépréciation de la livre, aura des conséquences politiques alors que le pays se prépare pour les élections générales de 2023.

Can Selçuki, économiste/enquêteur, directeur général de l'Istanbul Economics Research.

# L'ÉCONOMIE VA-T-ELLE DÉCIDER DE L'AVENIR DE LA TURQUIE ?

L'époque où l'économie turque faisait la une des journaux comme la star des économies émergentes est révolue. Après avoir atteint un pic de 12 600 dollars en 2013, le PIB par habitant est retombé à 8 500 dollars (USD) en 2020, poursuivant une tendance à la baisse de sept années. La Turquie a enregistré une croissance impressionnante de 11 % en 2021, portant le PIB par habitant à 9 400 dollars. Cela indique une bonne perspective par rapport aux performances de certains pays développés en 2021, mais seulement à première vue. En creusant un peu plus, on s'aperçoit que la croissance à deux chiffres est principalement due à l'« effet de base », les restrictions liées à la pandémie du Covid-19 ayant freiné la croissance économique en 2020. De plus, la croissance s'est faite aux dépens d'une inflation record, révélant non seulement une mauvaise gestion économique, mais aussi une situation difficile à maintenir. À l'avenir, l'inflation élevée et les risques accumulés vont probablement refroidir la croissance à deux chiffres. Les projections pour 2022 montrent qu'elle sera inférieure aux 5 % prévus dans le Programme à moyen terme de la Turquie, pour 2022.

L'économie turque se caractérise actuellement par le chômage, une forte inflation et une mauvaise gestion. L'écart de revenus se creuse au fur et à mesure que la croissance économique devient moins inclusive. L'érosion constante de la capacité institutionnelle rend le pays incapable de faire face aux défis du développement qui sont à la fois structurels et liés aux développements économiques et financiers internationaux. Une politique monétaire peu orthodoxe, associée à un environ-

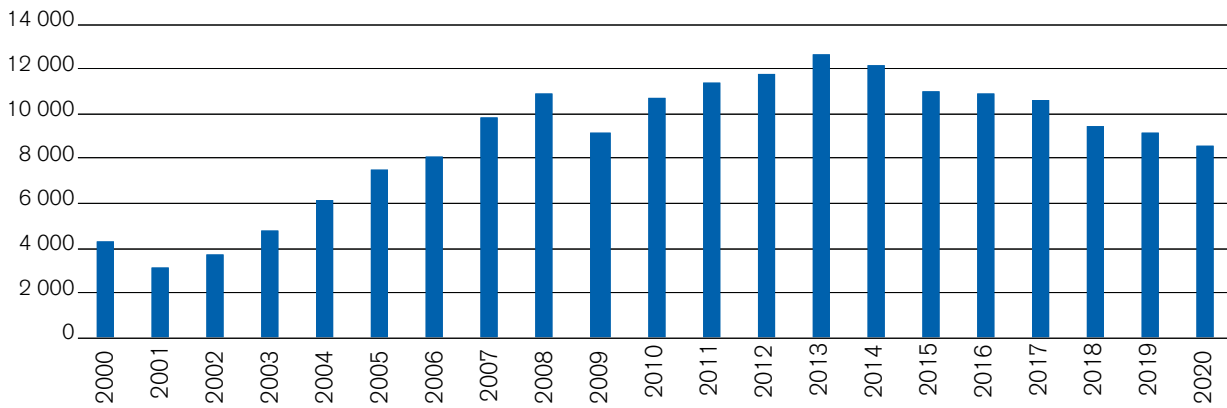
nement normatif opaque, augmente la prime de risque du pays, les CDS (*credit default swaps*) atteignant 700 points de base début mars, ce qui rend le pays peu attrayant pour les investisseurs étrangers, mais aussi nationaux.

De fait, la Turquie n'en est pas arrivée là du jour au lendemain. En 2016 déjà, les analystes mettaient en garde Ankara contre les vulnérabilités de son économie. La principale préoccupation était l'augmentation de la dette dans les secteurs non commercialisables, principalement la construction et l'énergie. Toutefois, l'inflation et les taux d'intérêt étaient faibles et la livre était stable. Les vulnérabilités macroéconomiques n'étaient qu'une préoccupation intellectuelle pour les ménages, si tant est qu'ils en aient eu. Lors des sondages de mars 2017, la majorité de la population a répondu positivement à la question : « Comment pensez-vous que l'économie se portera dans un an ? ». L'inquiétude était palpable à l'approche des élections générales et présidentielles de 2018.

En août 2018, la crise avec les États-Unis suite à l'arrestation du pasteur Brunson a provoqué une dépréciation de la livre avec une grande volatilité, suivie d'une hausse de l'inflation et des taux d'intérêt. C'est alors que les ménages ont commencé à ressentir un effet. À l'inflation élevée a succédé un taux de chômage de 14 %, qui reste élevé depuis lors, les chiffres officiels faisant état de 11,4 % pour 2022.

Depuis lors, le ralentissement économique et l'environnement politique intérieur volatil ont commencé à remodeler les préférences politiques, qui étaient restées

## TURQUIE : PIB PAR HABITANT (dollars courants)



Source : Indicateurs de développement mondial, Banque mondiale. Graphique : Adriana Exeni

stables pendant la majeure partie des 20 dernières années avec un gouvernement AKP majoritaire.

### LE 'NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMIQUE'

Depuis 2018, il y a eu trois changements de ministre du Trésor et des Finances. En juillet 2018, a été nommé Berat Albayrak, ancien ministre de l'Énergie et gendre du président Recep Tayyip Erdogan. Fervent défenseur des taux d'intérêt bas et contraire à la théorie économique dominante, Albayrak partageait la conviction d'Erdogan que les taux d'intérêt élevés conduisent à l'inflation. Pendant son mandat, la livre s'est dépréciée de près de 45 % par rapport au dollar. Les taux d'intérêt ont été portés à 10,25 % en septembre 2020, sans pour autant aider la livre à ce moment-là. En novembre 2020, Albayrak a été remplacé par Lütfi Elvan, dont le mandat jusqu'en décembre 2021 a été caractérisé par une tentative de retour à la discipline fiscale et de restauration d'une politique monétaire plus orthodoxe. Bien que ce ne fût pas sa responsabilité en tant que ministre, pendant son mandat, Naci Agbal a été nommé gouverneur de la Banque centrale. Agbal était aligné avec Elvan sur la nécessité d'une politique monétaire orthodoxe. En décembre 2021, Elvan a été remplacé par Nureddin Nebati. En septembre 2021, la Banque centrale a initié ce qui est déjà une tendance à la baisse des taux d'intérêt. En mars 2021, Agbal a été remplacé par Sahap Kavcıoğlu, partisan des taux d'intérêt bas. En définitive, septembre 2021 marquait la fin de l'indépendance de la Banque centrale, ou de ce qu'il en restait.

Le changement continu des responsables de la politique économique et de la Banque centrale incarne la volatilité que reflète la Turquie depuis 2018. Il s'est avéré que la politique de taux d'intérêt bas qui a débuté en septembre, était en fait le début du « Nouveau modèle économique », surnommé plus tard le « Modèle économique turc », annoncé en décembre 2021.

En résumé, le nouveau modèle économique vise à réduire les taux d'intérêt et à dévaluer la livre afin de stimuler les exportations et réduire les importations. À son tour, l'objectif est de réduire le déficit de la balance courante, augmenter les investissements intérieurs

(une sorte de scénario de substitution des importations), afin de réduire la pression monétaire sur l'inflation. Ce modèle fait l'objet de deux critiques fondamentales. Premièrement, environ 60 % des exportations turques dépendent des importations de biens intermédiaires. Deuxièmement, cette politique augmente en fait l'inflation, c'est-à-dire les prix de l'ensemble de l'économie, dont 28 % sont soumis au commerce international. Enfin, bien que les détails du modèle n'aient jamais été divulgués, il est clair que les hypothèses sont trop optimistes, compte tenu de l'augmentation des prix de l'énergie et des matières premières et avec des revenus touristiques menacés par la guerre en Ukraine.

Actuellement, l'économie turque est confrontée à une livre de plus en plus dévaluée et à une inflation galopante d'environ 50 %. En réponse, le gouvernement a annoncé en décembre 2021 un mécanisme de « protection » des dépôts des particuliers en livres contre la fluctuation vis-à-vis du dollar, dans une tentative de renforcer la livre. L'acceptation par la population n'a pas répondu aux attentes et la part des dépôts en devises étrangères est restée supérieure à 60 % du total, tandis que les passifs du Trésor ont continué d'augmenter, la livre étant confrontée à une nouvelle dépréciation. Pour mettre cela en perspective, selon les chiffres annoncés le 4 mars dernier, 880 000 comptes (dont 853 000 sont détenus par des personnes physiques et 27 000 par des personnes morales) ont été convertis au régime, avec un total de 539 milliards de livres turques (TL) au taux de change de 13,40 USD/TL. Dans un scénario où la parité dollar/TL passe à 16,42, le coût à trois mois supporté par le Trésor serait de 100 milliards de TL.

Il s'agit d'un choix politique surprenant de la part du gouvernement, car il n'y avait aucune raison pour que l'économie turque se trouve dans cette situation. Les indicateurs avancés pour septembre-octobre 2021 montraient la lumière au bout du tunnel. Aujourd'hui, le pays est soumis à des hausses de prix quotidiennes et des millions de personnes voient leurs moyens de subsistance menacés, tout en sombrant à nouveau dans la pauvreté, le tout induit par la politique. Alors que les risques internationaux augmentent, il ne semble pas y avoir d'élan au sein de l'administration pour changer de cap. Le point de départ devrait être un changement

**PERCEPTION ÉCONOMIQUE**

décembre 2021

	Total désaccord	En désaccord	Tout à fait d'accord	D'accord	N'a pas suffisamment d'information sur le sujet
La politique de « taux d'intérêt bas et taux de change élevé comme piliers du nouveau modèle économique »	25 %	32 %	14 %	6 %	23 %
Les puissances étrangères s'ingèrent dans l'économie turque	21 %	36 %	24 %	19 %	

Source : TurkeyReport, décembre 2021. Istanbul Economics Research

radical de la politique monétaire, mais même cela pourrait ne pas être suffisant.

**PERCEPTION ÉCONOMIQUE**

Dans nos sondages mensuels TurkeyReport, nous posons des questions sur la perception de l'état actuel de l'économie. Au début du mois de décembre 2021, 79 % des personnes interrogées ont répondu mauvais/très mauvais. Ce résultat n'est pas surprenant, compte tenu des conditions actuelles. Il va sans dire qu'un taux aussi élevé d'évaluation négative correspond aux électeurs de tous les partis politiques. Ce qui est frappant, d'autre part, c'est la mesure dans laquelle les répondants ont adopté le discours du gouvernement pour rationaliser les mauvaises perspectives économiques.

Par exemple, lorsqu'on leur a demandé s'ils considéraient que la politique actuelle de « taux d'intérêt bas et de taux de change élevés comme principaux piliers du nouveau modèle économique » était correcte, 57 % ont répondu qu'ils la considéraient comme incorrecte/absolument incorrecte. Si 20 % l'approuvent, 23 % disent ne pas avoir suffisamment d'informations sur le sujet. Ce dernier point est remarquable. Les électeurs, en particulier ceux dont les revenus sont les plus faibles, ne sont pas particulièrement intéressés de savoir quel est le modèle économique, mais de savoir si et dans quelle mesure il les aidera à joindre les deux bouts.

En décembre encore, nous avons demandé si des « puissances étrangères » s'ingéraient dans l'économie turque. Bien que le ministre Nebati ait rejeté toute possibilité d'intervention, le président Erdogan a affirmé – au moment de l'enquête – que la Turquie était effectivement engagée dans une guerre d'indépendance économique. Selon les résultats, tandis que 57 % des personnes interrogées ne pensaient pas que l'économie était « sous attaque » par des puissances étrangères, 43 % soutenaient cette affirmation.

**TEMPS D'ALLIANCES**

Dans ce contexte économique, le paysage politique a également connu de grands changements, depuis 2017. Avec la réforme constitutionnelle de cette année-là, la Turquie est passée à un système présidentiel, ce qui a entraîné un changement important pour le pouvoir exécutif. Deux as-

pects d'une pertinence particulière ont, en quelque sorte, redéfini le calcul électoral. Tout d'abord, les élections présidentielles ont été conçues comme un système majoritaire à deux tours, où un candidat devait obtenir plus de 50 % du soutien populaire (règle dite du « 50+1 ») au premier ou bien au second tour. Deuxièmement, les partis ont été autorisés à former des alliances *ex-ante*, dans lesquelles il n'était pas nécessaire que chaque parti de la coalition dépasse le seuil de 10 % (une limite auparavant prohibitive pour les petits partis), tant que la coalition le faisait. Ces deux conditions ont fourni aux partis politiques de différentes idéologies, des motivations incommensurables pour s'unir. Et c'est ce qu'ils ont fait.

À ce jour, il y existe deux coalitions : l'Alliance de la nation (opposition, composée du Parti républicain du peuple-CHP et du parti İyi) et l'Alliance du peuple (le parti Parti de la justice et du développement-AKP, au pouvoir, et le Parti d'action nationaliste-MHP). Pour la première fois, grâce au nouveau système, l'opposition est restée unie lors des élections de 2018 et même si elle n'a pas obtenu la victoire, elle a marqué un tournant. Le parti islamique Saadet faisait également partie de cette coalition, mais il l'a quittée peu après les élections. Aujourd'hui, il reste dans l'opposition.

Depuis les années 1950, l'électorat turc peut être classé *grosso modo* en 35 % de gauche et 65 % de droite. Lors des élections précédentes, la compétition se jouait entre ces deux blocs. La coalition entre le CHP (centre-gauche) et le parti İyi (nationaliste/centre-droite) était unique, de ce point de vue. Une autre nouveauté apportée par cette alliance est que, après presque deux décennies de consolidation réussie par Erdogan de l'aile droite du spectre politique, un acteur viable de centre-droite est apparu sur la scène.

Le deuxième exemple de la façon dont le changement de système a stimulé l'unité, concerne les élections municipales de 2019. Les partis d'opposition, qu'ils soient membres ou non de l'Alliance de la nation, ont compris la nécessité de s'unir pour faire face à l'union de l'AKP et du MHP lors d'une élection locale « où le vainqueur remporte le tout ». Ainsi, le Parti démocratique des peuples (HDP) pro-kurde a soutenu les candidats de l'Alliance de la nation dans plusieurs villes, sans présenter leur propre candidat. En conséquence, les candidats de l'opposition se présentant sous la bannière du CHP ont remporté la mairie dans

six des sept plus grandes villes de Turquie, dont Istanbul et Ankara.

L'opposition a encore consolidé ses rangs depuis 2018. L'ancien député et premier ministre de l'AKP, Ahmet Davutoglu, et le tsar de l'économie, Ali Babacan, ont chacun formé leur propre parti, Gelecek et DEVA, respectivement, rejoignant le bloc d'opposition. Depuis 2018, la convergence des Alliances du peuple et de la nation apparaît comme une tendance continue dans les sondages d'opinion. Le bloc d'opposition se situe à environ 60 % des voix avec le HDP, Gelecek et DEVA réunis.

Le 28 février dernier, six partis d'opposition (CHP, Iyi, Saadet, Parti démocrate, DEVA et Gelecek) ont présenté ce qu'ils appellent le « Système parlementaire renforcé », un protocole d'entente, énonçant les principes de l'opposition s'ils arrivent au pouvoir, en 2023. Il convient de noter que le texte fait référence aux normes du Conseil de l'Europe et de l'UE (non conditionnées à la candidature de la Turquie à l'UE) pour atténuer les problèmes auxquels le pays est actuellement confronté. En fin de compte, l'issue de cette rencontre sera décisive.

Pour l'avenir, il est presque certain que ces six partis, à l'exception du HDP pro-kurde, s'uniront dans l'Alliance de la nation. Cette coalition de partis issus de différents points du spectre politique est sans précédent dans l'histoire politique récente et divisée de la Turquie.

Bien que cela ne soit pas nécessaire, il est probable que l'opposition présente un candidat unique à la présidence. Contrairement aux élections de 2014 et 2018, l'opposition dispose désormais de candidats potentiels en tête dans les sondages. Ceux de février montrent que le maire d'Ankara, Mansur Yavaş, le maire d'Istanbul, Ekrem İmamoglu, la présidente du parti Iyi, Meral Akşener et le président du CHP, Kemal Kılıçdaroglu, tous issus de l'Alliance de la nation, battraient Erdogan au second tour. Les mêmes résultats seraient obtenus si le HDP ne désignait pas de candidat au premier tour. Il reste à voir sa position sur la nomination présidentielle. Cependant, il semble qu'il y aura une troisième alliance entre les petits partis de gauche (comme le TIP) et le HDP. Pour l'Alliance de la nation, le choix du candidat est une affaire de dernière minute. L'objectif, pour l'instant, est de consolider la coalition et de convaincre le public qu'il s'agit de la combinaison gagnante.

L'opposition semble être dans une position favorable. Toutefois, il convient de noter qu'au milieu de la tourmente économique et politique actuelle, elle ne dispose pas d'une grande marge de manœuvre. Il est vrai que le mécontentement de l'électorat à l'égard de l'AKP s'accroît, mais il ne passe pas de l'autre côté. Les électeurs de l'AKP optent pour « l'indécision » ou « l'abstention » dans les derniers sondages. L'opposition a jusqu'à juin 2023 pour les convaincre.

Des élections anticipées semblent peu probables pour deux raisons. Premièrement, une proposition de réforme de la loi électorale sera présentée à la plénière de l'Assemblée générale dans les semaines à venir, ce qui signifierait que les élections devraient être organisées au moins 12 mois plus tard, comme le stipule la loi. La proposition, entre autres, introduit un changement dans la manière dont les députés sont répartis entre les partis dans le but de réduire l'impact de l'alliance de l'opposition. Par conséquent, les

## Avec une livre de plus en plus dévaluée et une inflation d'environ 50 %, un changement radical de la politique monétaire est nécessaire

petits partis d'opposition sont susceptibles de se présenter sur les listes des grands partis et la tentative d'affaiblir l'alliance de l'opposition est susceptible de la rapprocher beaucoup plus. Deuxièmement : l'économie. Surtout après l'attaque de la Russie en Ukraine, l'économie des ménages risque de subir une pression accrue. Des élections anticipées seraient trop risquées pour le gouvernement.

### LES POTENTIELS AGENTS DU CHANGEMENT

Inutile de dire qu'il existe aussi de potentiels agents de changement. Les premiers sont les « conservateurs inquiets » et les seconds, les jeunes.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'un nouveau groupe démographique, les conservateurs inquiets se renforcent au sein de l'électorat de l'Alliance du peuple et de la base de l'AKP, en particulier. Les partisans d'Erdogan ont joui de plusieurs victoires au cours des deux dernières décennies. Outsiders du système jusqu'alors, les conservateurs turcs ont progressé tant sur le plan social qu'économique et font désormais partie intégrante de l'*establishment*. Cependant, au cours des cinq dernières années, ils ont vu leurs bénéfices se réduire, notamment sur le plan économique. Alors que le soutien à l'Alliance du peuple s'élève à 48 %, seuls 39 % de l'électorat parient sur « Erdogan » pour régler l'économie. De plus, cet électorat est également mécontent de la détérioration de la gouvernance et de la prestation de services. Sur le plan économique, ils sont inquiets. Ils sont aussi inquiets, émotionnellement.

L'Erdogan et l'AKP qu'ils avaient si joyeusement soutenus pendant la dernière décennie ne sont plus les mêmes. En conséquence, et pour la première fois, certains électeurs conservateurs inquiets, sont prêts à écouter d'autres leaders politiques. Ce n'est pas une coïncidence si deux conservateurs inquiets, Babacan et Davutoglu, ont créé leurs propres partis. À l'avenir, les conservateurs inquiets sont susceptibles de former le champ de bataille du centre-droite et de déterminer, en fin de compte, le résultat des élections.

Les jeunes constituent le deuxième champ de bataille. Il y a environ 13 millions de jeunes électeurs âgés de 18 à 30 ans, dont cinq millions voteront pour la première fois lors des élections de 2023. Dans ce groupe, le soutien à l'AKP et à Erdogan est inférieur à la moyenne nationale. Toutefois, il ne s'agit pas d'une différence qui va bouleverser le climat politique, comme le prétendent les enthousiastes générationnels exagérés. Ce qui est clair, en revanche, c'est que ces nouveaux électeurs et ces jeunes restent désenchantés par le paysage politique actuel et ses acteurs ; ils sont prêts à revendiquer un rôle d'agents du changement, à condition qu'un mouvement soit capable de capter et de retenir leur attention./